

TL, cours 10, 11, 12 / A la recherche d'un nouvel ordre mondial depuis les années 1970

Le dérèglement économique depuis les années 1970

1. La rupture de la croissance et ses conséquences

- Après une période de croissance exceptionnelle (les «Trente Glorieuses»), les pays industrialisés sont frappés par une crise d'un type nouveau. Cette crise s'explique par un ensemble de facteurs. L'accroissement de la demande, qui avait entraîné une accélération de la production dans les décennies précédentes, prend fin. La **consommation de masse** s'épuise car l'équipement des ménages en biens de consommation est satisfait. Cette rupture est aggravée par un désordre monétaire international: en 1971 et en 1973, les États-Unis dévaluent le dollar afin de rétablir leur équilibre commercial, ce qui entraîne une baisse des investissements et des échanges internationaux. Enfin, les **chocs pétroliers** (1973 et 1979) amplifient cette crise: les augmentations successives par l'OPEP du prix du baril de pétrole pénalisent les entreprises, et entraînent une forte inflation et un creusement du déficit commercial des pays importateurs.
- La crise se manifeste à partir de 1974 par un fort ralentissement de la croissance du **PIB** des pays industrialisés: de 5% de croissance annuelle, le PIB tombe en moyenne à 2,5% de croissance. Cette rupture s'étend également aux pays communistes et aux pays en développement. Elle s'accompagne d'une forte **inflation**: après les chocs pétroliers et jusqu'au début des années 1980, celle-ci dépasse les 10% annuels. L'inflation pénalise les entreprises, les ménages et, d'une manière générale, le commerce des pays. Les économistes ont baptisé «stagflation» cette association d'une croissance faible et d'une forte hausse des prix. À partir de 1983 en revanche, les prix baissent de nouveau dans les pays de l'**OCDE**: c'est la **déflation**. Mais la croissance ne repart pas pour autant.
- La montée du chômage est la principale manifestation de la crise dans les pays industrialisés. En 1975, on compte 15 millions de demandeurs d'emploi dans l'OCDE et en 1992, 30 millions, soit plus de 8% de la population active. Le chômage frappe inégalement les différents pays: les États-Unis et le Japon, où l'emploi est plus **flexible**, perdent moins d'emplois que l'Europe. Les principales victimes du chômage sont les travailleurs peu qualifiés, les minorités ethniques (aux États-Unis), les travailleurs immigrés, ainsi que les jeunes et les femmes. Les régions les plus frappées sont les régions d'industries traditionnelles en déclin (textile, industrie lourde, automobile).

2. Les différentes réponses à la crise

- Certains pays développent une politique d'intervention de l'État inspirée par les principes **keynésiens**, afin de relancer l'activité économique grâce à l'augmentation du pouvoir d'achat et de la consommation. C'est le cas de la politique menée en France entre 1981 et 1983 par le gouvernement socialiste: **nationalisations**, augmentation du salaire minimum et diminution du temps de travail. Ces politiques engendrent un fort déficit budgétaire et ne parviennent à enrayer ni la montée du chômage ni celle de l'inflation.
- Pour les économistes libéraux, en revanche, seuls le marché et les entreprises privées peuvent recréer des emplois et de la richesse. Selon eux, l'État-providence pénalise les entreprises. Il faut donc leur donner plus de libertés, supprimer les réglementations qui les entravent et diminuer la pression fiscale. L'État doit donc réduire ses interventions en matière économique. Cette politique libérale est mise en œuvre au Royaume-Uni par Margaret Thatcher à partir de 1979, et aux États-Unis par Ronald Reagan, élu Président en

1980. Elle se caractérise par la privatisation des entreprises nationales et la déréglementation, c'est-à-dire la suppression des règlements administratifs et fiscaux sur les entreprises. La rigueur budgétaire impose une baisse des prestations sociales, une maîtrise des dépenses de santé et un recul de l'âge de la retraite.

● Les résultats doivent être nuancés: l'activité économique repart, mais les inégalités sociales s'accroissent en raison de la remise en cause de l'État-providence (le nombre de Britanniques au-dessous du **seuil de pauvreté** passe de 5 à 15 millions entre 1979 et 1992). Face à la mondialisation de l'économie, les pays européens, à l'exception des Britanniques, tentent de conserver leur originalité sociale: services publics, sécurité sociale, indemnités de solidarité, etc. On ne peut pas parler, pour ce qui concerne la plupart des pays d'Europe, de triomphe complet du libéralisme.

3. Malgré le ralentissement de la croissance, la mondialisation des échanges se poursuit

● La stagnation de la croissance n'a jamais remis en cause le développement des échanges au niveau planétaire. La **révolution des transports** et la **troisième révolution industrielle** ont entraîné ce processus. Le commerce mondial connaît un accroissement jamais démenti. Pour les années 1990, par exemple, on relève une croissance comprise entre 7% et 9% par an. Il se situe aujourd'hui à plus de 6 milliards de dollars échangés par an. L'unification du marché (les accords de l'**OMC** signés ces dernières années concernent la quasi-totalité des échanges mondiaux), l'**intégration** des économies des grands pays, et la **division internationale du travail** en sont les principales causes. Les grandes firmes ont de plus en plus tendance à multiplier leurs différentes tâches entre des usines du monde entier: les **maquiladoras** mexicaines, par exemple, représentent près de 40% des exportations du pays et assemblent des produits importés qu'elles réexportent une fois assemblés.

● Les trois pôles occidentaux (États-Unis, Japon, Europe occidentale) dominent le monde économique. L'organisation de cette Triade se cristallise autour de quelques grandes agglomérations (New York, Tokyo, Londres, Francfort, Paris, Hongkong). Elles concentrent sièges sociaux des entreprises transnationales, grands aéroports et bourses financières.

● Après la chute du mur de Berlin, le bloc socialiste entre dans l'économie de marché. Cette transition est le plus souvent difficile: le niveau de vie moyen stagne ou recule. D'autres régions du monde sont également peu ou mal intégrées à la mondialisation (il s'agit de certains pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine). La situation la plus extrême concerne l'Afrique subsaharienne qui demeure en marge du reste du monde et regroupe la plupart des États où la pauvreté progresse aujourd'hui.

La remise en cause de l'équilibre international dans les années 1970

1. Les difficultés des États-Unis

- 1964, les États-Unis sont impliqués dans le **conflit vietnamien**. A partir de la fin des années 1960, cette guerre devient de plus en plus impopulaire, y compris aux États-Unis, où une partie de la jeunesse se lance dans des mouvements de contestations pacifistes. En 1973, les Américains évacuent le Vietnam qui est réunifié deux ans plus tard sous un régime communiste lorsque la capitale, Saïgon, tombe aux mains des communistes vietnamiens. Le Vietnam passe sous influence soviétique. Le Laos et le Cambodge, qui basculent également dans le camp communiste en 1975, s'allient à la Chine.
- Les États-Unis doivent aussi compter avec la politique d'indépendance nationale menée par le général de Gaulle: en 1966, la France décide de retirer ses troupes de l'OTAN et demande l'évacuation des forces militaires étrangères de son territoire, tout en demeurant membre de l'Alliance atlantique. Les successeurs de De Gaulle poursuivent cette politique d'indépendance nationale, mal acceptée par les Américains et les alliés, qui la considèrent comme responsable de l'affaiblissement de l'organisation militaire occidentale.
- Face à ces difficultés, les États-Unis choisissent de renouer des relations diplomatiques avec la Chine communiste: en 1972, le Président Richard Nixon rencontre Mao Zedong à Pékin. Cette politique, initiée par le conseiller pour les questions de sécurité nationale Henry Kissinger, permet aux Américains d'entamer des négociations avec les communistes vietnamiens et d'achever leur retrait du Vietnam. Toutefois, le prestige des États-Unis est entamé par le scandale du **Watergate** qui contraint le Président Nixon à la démission en 1974. Jusqu'au début des années 1980, les Américains réagiront faiblement aux grands événements internationaux.

2. L'opposition intérieure dans les sociétés communistes

- Tout comme les États-Unis, l'Union soviétique doit compter avec la contestation de l'ordre mondial par les États issus de la décolonisation. Sous la direction de Leonid Brejnev, elle choisit de s'impliquer dans le Tiers monde, en signant des traités d'amitiés avec les pays nouvellement indépendants et en soutenant les guérillas cubaines en Afrique et en Amérique centrale.
- Cependant, l'URSS doit également faire face à une montée de la contestation au sein de son propre bloc. Après la Tchécoslovaquie et l'écrasement du «printemps de Prague» en 1968, la Pologne entre à son tour dans la contestation. Des grèves éclatent en 1976, puis en 1980. La contestation est menée par l'Église catholique, et par le syndicat **Solidarité**, qui naît à la suite du mouvement de grèves. En Occident, et au sein même des partis communistes, de nombreuses protestations s'élèvent contre la politique de l'URSS vis-à-vis des démocraties populaires. En 1976, les partis communistes italien, français et espagnols rejettent la suprématie du PCUS et se déclarent prêts à nouer des alliances avec des partis **réformistes**.
- Enfin, les relations avec la Chine (devenue une puissance atomique depuis le milieu de la décennie précédente) continue d'être tendues: la fin des années 1960 est marquée par des incidents de frontière entre les deux pays. Et la «**révolution culturelle**» lancée par le Président Mao à partir de 1966 souligne l'opposition entre le modèle communiste chinois et le modèle communiste soviétique. La tension avec la Chine affaiblit la mainmise de l'URSS sur le communisme mondial, d'autant plus que les États-Unis jouent la carte de cette division en se rapprochant de la Chine populaire au début des années 1970.

3. La multiplication des conflits dans le Tiers monde

- Dès les années 1960, l'accès à l'indépendance de plusieurs États est à l'origine de plusieurs conflits. En effet, les frontières issues de la décolonisation sont souvent artificielles et ne respectent pas les découpages **ethniques** et **tribaux**, en particulier en Afrique. Le conflit au Congo, jusqu'en 1965, et la guerre du Biafra (1967-1970), en sont les illustrations. Dans les années 1970-1980, la France, qui dispose de nombreuses bases militaires en Afrique, n'hésite pas à intervenir directement pour rétablir la paix dans plusieurs pays (Togo, Tchad, République centrafricaine, Gabon) et soutient des dictatures pour préserver l'ordre (comme au Zaïre). Cette situation n'empêche pas le retour de guerres civiles, dans les années 1990, comme en témoignent les massacres entre ethnies Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi. L'instabilité persiste dans plusieurs pays, comme le Congo-Zaïre, le Tchad et récemment la Côte-d'Ivoire.
- Le contexte de guerre froide est également un facteur de conflits: les États-Unis apportent leur soutien à des pays menacés par le communisme, comme le Pakistan, contre l'Inde, la Corée du Sud, en conflit avec la Corée du Nord, ou le Vietnam, où ils interviennent directement jusqu'en 1973. De son côté, à partir du milieu des années 1970, l'URSS apporte une aide à plusieurs pays d'Afrique (Angola, Mozambique, Madagascar, Somalie, Éthiopie, Bénin, Congo) et soutient des mouvements marxistes impliqués dans des guérillas. L'influence soviétique dans cette région prend fin au début des années 1990, avec l'effondrement du bloc soviétique en Europe de l'Est.
- Enfin, le **conflit israélo-arabe** représente une constante depuis la création de l'État d'Israël. En 1948, 1956 et 1967, trois guerres opposent Israël et ses voisins arabes. En 1973, un nouveau conflit éclate, «la guerre du Kippour», qui oppose l'État hébreu et les forces égyptiennes et syriennes. Un plan de paix proposé par les Américains met un terme au conflit, mais la tension demeure vive dans la région. Au cours de la même décennie, le Liban devient le champ d'une guerre civile entre chrétiens et palestiniens et des interventions militaires de la Syrie et d'Israël. Le Moyen-Orient demeure dès lors une zone d'instabilité, comme en témoigne également la longue guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-1988).

Le monde actuel à la recherche d'une stabilité

1. La disparition de l'Union soviétique met fin à la guerre froide

- Après la Conférence d'Helsinki, on observe un regain de tension entre les blocs. En Afrique, les Soviétiques nouent des liens avec plusieurs pays (Angola, Mozambique, Éthiopie) alors que le communisme s'étend en Asie (Vietnam, Laos et Cambodge). En 1979, les troupes soviétiques entrent en Afghanistan: le Président américain Jimmy Carter décrète alors l'embargo sur les livraisons de blé à l'URSS, appelle au boycott des Jeux olympiques de Moscou (1980) et soutient ouvertement les dissidents soviétiques. Au début des années 1980, le nouveau Président américain Ronald Reagan relance la course aux armements: en 1983, il lance l'**IDS** (Initiative de défense stratégique). En Europe, la **crise des euromissiles** renforce le climat de tension entre les deux blocs.
- L'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev en URSS (1985) entraîne de profonds changements: soucieux de mettre en place une politique de réformes, Gorbatchev relance le dialogue avec les États-Unis. Il multiplie les voyages à l'Ouest, prônant une baisse de l'armement nucléaire et en 1987, le premier traité sur le désarmement est signé à Washington. En 1989, les troupes soviétiques se retirent d'Afghanistan et la même année, les régimes communistes s'effondrent en Europe de l'Est sans que l'URSS n'intervienne. En 1991, le Président américain Georges Bush et Mikhaïl Gorbatchev signent le traité **START**.
- La libéralisation de la vie politique en URSS entraîne l'émergence du problème des **nationalités**: plusieurs républiques manifestent leur volonté de **séparatisme**. La Fédération de Russie, dirigée depuis 1990 par Boris Eltsine, proclame la primauté de ses lois par rapport à celles de l'URSS. Gorbatchev tente d'éviter l'éclatement de l'Union soviétique: en juillet 1991, un traité est négocié entre neuf républiques. Mais le 19 août 1991, une tentative de putsch militaire déstabilise définitivement Gorbatchev. Les républiques proclament leur indépendance les unes après les autres. En décembre 1991, Gorbatchev démissionne et l'URSS cesse officiellement d'exister.

2. Les États-Unis s'imposent

comme l'unique superpuissance, non sans contestations

- Après la chute de l'Union soviétique, les États-Unis apparaissent comme l'unique **superpuissance** au monde. Ils conservent leur suprématie mondiale en matière économique: avec 5% de la population de la planète, ils produisent plus du quart du PIB mondial. Leur puissance commerciale, même si elle est concurrencée par l'Asie est l'Europe, demeure la première au monde. Leur modèle culturel s'exporte dans le monde entier (cinéma, télévision, internet, etc.). Sur le plan militaire, leur capacité leur permet d'intervenir partout dans le monde, seuls ou sous couvert de l'ONU ou de l'OTAN, comme le démontrent leurs interventions dans le Golfe (1991), en Somalie (1991-1993), ou leur implication en ex-Yougoslavie.
- Toutefois, depuis les années 1970, les Américains sont régulièrement menacés par des pays **islamiques** qui leur sont ouvertement hostiles. En 1979, l'ayatollah Khomeiny fonde une république islamique en Iran. Les États-Unis sont immédiatement désignés comme «le grand Satan» et l'année même de l'arrivée au pouvoir de Khomeiny, leur ambassade est envahie et son personnel pris en otage. Les États-Unis maintiennent depuis un embargo à l'encontre de l'Iran. En Afghanistan, le régime des **talibans** mis en place en 1995 et soutenu par le Pakistan est lui aussi hostile aux Américains.
- La montée de l'**intégrisme**, appelant à lutter contre un Occident jugé «corrupteur et corrompu», se traduit en particulier par la formation de groupes et de filières **terroristes** qui organisent des attentats à l'encontre des pays occidentaux et des États-Unis en particulier. Cette menace atteint son point culminant le 11 septembre 2001, avec la vague d'attentats que subissent les Américains sur leur propre territoire. Le groupe **Al-Qaïda**, dirigé par Oussama Ben Laden, est alors traqué par les États-Unis, qui

renversent le régime taliban en Afghanistan et justifient leur intervention en Irak en 2003 par la lutte contre le terrorisme.

3. Les organismes internationaux à la recherche d'un rôle nouveau

- Le monde issu de la guerre froide s'avère être un monde dangereux et instable. Outre la menace terroriste, la multiplication des conflits locaux représente un facteur d'instabilité: les guerres qui se sont succédées à partir de 1991 en ex-Yougoslavie, les conflits issus de l'éclatement de l'URSS (la guerre en Tchétchénie, par exemple), les risques de conflits entre puissances nucléaires (entre l'Inde et le Pakistan), le **conflit israélo-palestinien** et la multiplication des guerres civiles africaines en sont l'illustration. Ce danger est encore renforcé par la **prolifération** des armes nucléaires, comme le montre l'actuelle tension entre la Corée du Nord et les États-Unis.
- Les organisations internationales, l'ONU au premier chef, tentent de trouver leur place et d'intervenir dans la gestion des conflits locaux. C'est sous l'égide des Nations unies que les Alliés interviennent contre l'Irak après son invasion du Koweït (1991). Toutefois, on observe que la plupart des **résolutions** de l'ONU ne sont réellement appliquées que lorsque les États-Unis le décident.
- L'Union européenne essaie de peser sur le plan international. Après avoir échoué dans la gestion du conflit en ex-Yougoslavie, les Européens tendent à proposer leur médiation dans les conflits locaux. Le bilan est mitigé: l'Europe semble encore incapable de parler d'une seule voix, comme le démontrent les désaccords récents (2003) au sujet de la guerre en Irak. Toutefois, la même année, une expédition militaire européenne est mise en place pour la première fois afin de rétablir la paix au Congo démocratique.